

Saral Sarkar

Comprendre la crise économique actuelle

Une approche écosocialiste

Publié par Initiative Ökosozialismus

© Saral Sarkar, Cologne. 2012

Traduction réalisée par Camille Lambion, Céline Letawe et Marina Schmidt (master en traduction ULg)

N'hésitez pas à diffuser ce texte dans sa version intégrale

Contact :

Initiative Ökosozialismus
c/o Bruno Kern
Mombacher Strasse 75A
55122 Mayence
Allemagne
Tél : 0049/6131236461
Email : fackelkraus@gmx.de

Retrouvez-nous sur Internet :

www.oekosozialismus.net
www.ökosozialismus.de

Table des matières

Introduction	4
1. Des explications superficielles	4
2. Pourquoi la bulle immobilière a-t-elle éclaté ?	6
3. Les causes plus profondes	7
4. Les théories des crises chez Marx, Keynes et Schumpeter – des théories solides mais dépassées.	12
5. L’actuel dilemme keynésien	15
6. Perspectives d’avenir.....	17
7. Conclusion.....	20
Bibliographie	22

Introduction

La crise économique actuelle, qui a débuté approximativement en janvier 2008 et qui perdure jusqu'aujourd'hui¹, a bouleversé le monde. Politiciens, économistes et journalistes débordent de superlatifs à son sujet. Elle est considérée comme la pire crise économique depuis la crise de 1929. D'un point de vue superficiel, on peut dire qu'il y a eu, au cours des dernières décennies, plusieurs crises semblables, même si elles n'ont pas été aussi graves. On a connu des krachs boursiers, des banques et des pays en faillite, des crises financières, des périodes de resserrement du crédit, de fortes récessions etc. Ces phénomènes, je les décris dans mon livre *Die Krisen des Kapitalismus* (2010, également disponible en anglais sous le titre *The Crises of Capitalism*). Cependant, l'ordre de grandeur, c.-à-d. la profondeur et l'ampleur de la crise actuelle sont telles que toutes les personnes concernées ont paniqué à un moment ou à un autre. De nombreux observateurs ont même craint pour la subsistance du système capitaliste. Ne s'agissait-il que d'une crise de plus *dans* le système capitaliste ? Ou de *la* crise *du* capitalisme, attendue depuis longtemps par les marxistes, les communistes, les socialistes et autres critiques du système capitaliste ? Il y a au moins un point qui fait l'unanimité : le capitalisme ne sera plus jamais ce qu'il était avant la crise. Le capitalisme effréné, mondialisé et néolibéral sera à l'avenir toujours dompté dans une certaine mesure, processus qui a déjà commencé aujourd'hui.

Je pars du principe que les lecteurs de cet article sont au courant des principaux faits et événements de la crise. Mon intention se limite à permettre une compréhension plus profonde et plus globale de cette crise, c'est pourquoi je ne répèterai pas les analyses superficielles et les spéculations sur l'avenir déjà fort répandues.

1. Des explications superficielles

Les économistes des différentes écoles de pensée actuelles expliquent presque tous la crise de la même manière. Leurs explications, que je considère comme superficielles, sont sûrement déjà bien connues de mes lecteurs. Malgré tout, je vais en résumer ci-dessous les principaux éléments afin de mettre en évidence les différences existant entre ces explications et la mienne.

1. L'élément central de ces explications est le suivant : Les crédits immobiliers *subprime* représentaient la majeure partie des nombreuses créances pourries, raison principale et déclencheur de la crise aux Etats-Unis. Ces crédits avaient été accordés par des banques d'affaire et des établissements hypothécaires à des acheteurs normalement considérés comme insolubles en raison de leurs faibles revenus et/ou de leur emploi précaire. Ces crédits risqués ont néanmoins été octroyés parce que la structure du marché financier américain était déficiente. Les banques locales n'ont pas hésité à octroyer ces crédits puisqu'elles savaient qu'elles les revendraient immédiatement aux deux géants du crédit hypothécaire Freddie Mac et Fannie Mae. Ceux-ci ont émis des titres à partir de portefeuilles de crédits *subprime* (titrisation) et les ont vendus à des banques dans le monde entier. Et ces dernières les ont achetés parce qu'elles voulaient placer à profit leurs liquidités excédentaires.

2. La Réserve fédérale américaine (FED, la banque centrale des Etats-Unis) a maintenu un taux directeur très bas sur une longue période de temps. Il était dès lors aisé pour les banques de lui emprunter d'énormes sommes d'argent pour les prêter à leur tour à des personnes insolubles et à

¹ Ce texte a été rédigé en août 2010 et légèrement modifié en septembre 2011.

des spéculateurs attirés par les faibles taux. Ce qui a donné naissance à un boom immobilier et plus tard à une bulle immobilière.

3. Les banquiers étaient voraces. Vu que les bonus, calculés à partir du chiffre réalisé, représentaient une bonne partie de leurs rémunérations, ils ont pris énormément de risques, tant dans l'octroi de crédits que dans la spéculation.

4. Le secteur financier et bancaire était trop peu régulé et la mondialisation y avait eu lieu de façon incontrôlée. Par conséquent, une quantité énorme de titres terriblement risqués, extrêmement compliqués et quasiment incompréhensibles ont été vendus, principalement à des banques.

Ces éléments ne se rapportent pas seulement à la situation aux Etats-Unis mais aussi à celle de la plupart des grands pays industrialisés.

Selon moi, ces explications sont superficielles et elles ne sont pas convaincantes. Elles se basent sans aucun doute sur des *faits*. Mais elles n'offrent pas de réponse satisfaisante à la question de savoir pourquoi la crise a été si grave, si étendue et si longue et pourquoi elle n'a pas pu être surmontée comme les crises similaires qui l'ont précédée : le krach de 1987, la crise asiatique de 1997-1998 et la crise de 2001-2003 (plus de détails dans Sarkar 2010). Elles n'expliquent pas pourquoi la crise perdure encore ni pourquoi les perspectives d'avenir sont toujours aussi sombres.

De plus, deux de ces faits sont vraiment banals. La voracité des banquiers n'explique rien, car elle fait depuis toujours partie des piliers du système capitaliste. On s'attend à ce que tous les acteurs du système soient voraces – à un degré plus ou moins élevé. Et la dérégulation du secteur financier fait partie intégrante du capitalisme néolibéral mondialisé depuis les années 1980.

Les deux autres faits étaient certes quelque peu inhabituels. Les banquiers ont toujours accordé des crédits un peu risqués. Et il est normal qu'ils doivent faire une croix sur une partie d'entre eux. Mais dans ce cas-ci, l'ampleur des crédits *subprime* était telle que les affaires n'ont pas pu se poursuivre comme d'habitude quand, aux Etats-Unis, le boom immobilier a touché à sa fin, les prix de l'immobilier ont commencé à chuter et des milliers de débiteurs ne sont plus parvenus à rembourser leur crédit dans les temps. Contrairement à ce qui se fait d'habitude, les banques créancières n'ont pas pu récupérer leur argent en vendant les maisons.

Pendant la période concernée, la politique de la Réserve fédérale était elle aussi inhabituelle. Normalement, la FED commence à réduire la quantité d'argent en circulation dès que l'économie montre les premiers signes de surchauffe, comme un taux d'inflation supérieur à la moyenne ou la formation d'une bulle sur le marché des actions et de l'immobilier. Pour ce faire, on a l'habitude d'élever le taux directeur, ce qui entraîne une augmentation des taux d'intérêt sur les marchés financiers. Mais cette fois, la FED a conservé un taux directeur bas, laissant ainsi gonfler les bulles.

On a reproché à la FED et aux banques cette politique inhabituelle qui, selon les critiques, a été la principale cause de cette crise aiguë. Mais imputer la crise à ce seul élément ne se justifie pas et empêche même d'en trouver les véritables causes et d'en comprendre la nature.

Il a été rapporté que le boom immobilier était venu à point nommé pour les hommes politiques au pouvoir. La voracité n'est pas seulement une caractéristique des banquiers et des spéculateurs. Les gens normaux, et en particulier les Américains, aimeraient eux aussi devenir riches. Cela fait partie du « rêve américain ». Et posséder une maison, aussi tape-à-l'œil que possible, était jusque là la voie royale des « petites gens » vers la richesse, d'autant plus que, selon l'opinion générale, la valeur des maisons, contrairement à celle des actions, ne pouvait qu'augmenter. Les hommes politiques ont bien sûr voulu aider les citoyens à réaliser ce rêve. Après tout, les pauvres et les citoyens de la classe moyenne constituaient la majorité des électeurs. Le parti démocrate avait un intérêt tout particulier

à suivre cette politique, partant du principe que son électorat potentiel comptait beaucoup d'ouvriers et d'Américains pauvres. En 1997, à l'initiative du président démocrate Bill Clinton, une loi exonérant d'impôts les bénéficiaires issus de la vente de biens immobiliers a été votée, ce qui a encouragé la spéculation.

Mais un boom immobilier faisait également l'affaire du parti républicain. Le président George W. Bush (2001-2008) a déclaré qu'il souhaitait à *tous les* Américains de pouvoir posséder une maison. Les politiciens de tous bords ont ainsi fait pression, de manière directe ou indirecte, sur les banques pour qu'elles octroient aux Américains pauvres des crédits leur permettant d'acheter une maison.

Toutefois, il serait faux de conclure que des considérations électoralistes de politiciens égoïstes auraient à elles seules causé l'envol massif des crédits *subprime*. Cette situation avait aussi un intérêt sur le plan macro-économique. Il faut garder à l'esprit que les Etats-Unis ont traversé une période de récession au début des années 1990 mais aussi dans les premières années de ce siècle. La croissance du PIB est passée de 3,5% en 1989 à -0,5% en 1991. 2000-2001 a vu s'effondrer la dite « nouvelle économie ». Les cours de la bourse ont chuté pendant longtemps et l'économie réelle est tombée dans une période de récession. Le taux de croissance du PIB est passé de 4,4% en 1990 à seulement 0,8% en 2001. Entre 2000 et 2002, les entreprises de télécommunication ont licencié un demi-million d'employés. Le taux de chômage officiel est passé de 4% en 2000 à 5,8% en 2002 (chiffres de l'OCDE 2000/2, OCDE 2004/2 et Brenner 2003). Face à cette récession, même le président républicain Georges W. Bush a dû prendre des mesures typiquement keynésiennes pour relancer l'économie, qui a commencé à reprendre en 2003-2004. Un boom immobilier basé sur des crédits *subprime* allait parfaitement bien avec de telles mesures. Il permettait d'encourager la croissance et l'emploi à un moment où de plus en plus d'entreprises américaines du secteur secondaire délocalisaient leur production vers des pays à bas salaires, voire même fermaient carrément leurs sites. La construction de maisons à l'intention des citoyens américains ne peut pas être réalisée dans des pays à bas salaires et les maisons ne peuvent pas être entièrement importées de l'étranger (contrairement aux voitures par exemple). Les maisons devaient être construites aux Etats-Unis. De plus, elles sont des biens de première nécessité. Et pourtant, en 2006, des observateurs ont commencé à mettre en garde contre une bulle immobilière et, peu de temps après, le marché immobilier a commencé à s'essouffler.

2. Pourquoi la bulle immobilière a-t-elle éclaté ?

Il est simpliste de dire que toute bulle éclate tôt ou tard. Il est important de faire la différence entre une bulle immobilière et une bulle financière. Cette dernière a également éclaté, en octobre 2008, après la première.

On a dit que, dans la semaine qui a suivi l'éclatement de la bulle financière, 2,5 billions de dollars avaient disparu et que les actionnaires avaient perdu 8,4 billions de dollars depuis le pic atteint par le cours des actions un an auparavant (*Wall Street Journal*, 10.10.2008). Mais qu'est-ce que cela signifie réellement ? On dit dans ce genre de cas que la fortune s'est volatilisée. Mais en réalité, rien de *concret* n'a disparu, pas une maison, pas une voiture, rien. Ce qui s'est volatilisé, c'est seulement quelques chiffres sur du papier. Les 8,4 billions de dollars n'étaient qu'une fortune *fictive*. Un an avant d'atteindre leur apogée, les actions avaient été nettement moins bien cotées. C'est uniquement la spéculation qui avait fait grimper leur valeur marchande. Après le krach, ces valeurs qui de toute façon n'étaient que fictives ont cessé d'exister.

En fin de compte, la valeur *réelle* des actions dépend uniquement de la demande des produits de l'entreprise en question. Quand une entreprise doit être liquidée en raison d'une demande

insuffisante de ses produits, la valeur de ses actions peut devenir nulle. Les maisons, par contre, sont des choses très concrètes, avec une valeur d'usage considérable. En général, la demande de maisons ne fait jamais défaut vu que la population croît dans presque tous les pays et que les gens veulent toujours de meilleures habitations. (Seules certaines maisons bien particulières ne trouvent pas d'acheteur.)

Dans notre cas concret, celui de la crise des *subprime* aux Etats-Unis, le problème n'était pas que les débiteurs n'avaient plus envie d'habiter dans les maisons qu'ils avaient achetées à crédit. Il ne s'agissait pas, du moins pour la plupart d'entre eux, de spéculateurs. Le problème était que, parmi eux, des centaines de milliers n'ont plus pu rembourser leurs dettes *suite à un changement de circonstances indépendant de leur volonté*. Une fois devenus insolvable, ils ont été expulsés par les banques créancières et leurs maisons ont été mises en vente, ce qui a déclenché une réaction en chaîne. Les prix des maisons sont tombés de plus en plus bas et on a construit de moins en moins de nouvelles maisons. Donc la question décisive pour comprendre la crise actuelle est la suivante : Pourquoi des gens normaux qui avaient acheté leurs maisons à crédit sont-ils devenus incapables de rembourser leurs dettes ?

Lorsque la crise du marché immobilier a gagné le marché financier et que la chute du cours des actions, par l'effet de richesse négatif, a affaibli la solvabilité et le pouvoir d'achat de millions d'actionnaires, le ralentissement de la conjoncture a eu des répercussions sur l'économie réelle, renforçant ainsi la récession qui, selon des économistes américains, avait déjà commencé en décembre 2007. Comme les maisons, les voitures par exemple sont des choses très concrètes qui ont une grande valeur utilitaire. Le problème n'était pas que les Américains n'avaient soudain plus envie d'avoir et de conduire de grosses voitures, comme celles fabriquées par General Motors, mais que beaucoup de gens n'étaient tout simplement plus en mesure de payer leurs prix élevés. De plus, le prix de l'essence a fait grimper les frais liés à leur utilisation. Les gens ne pouvaient tout simplement plus se permettre de telles voitures.

3. Les causes plus profondes

Nous devons comprendre le *changement de circonstances* qui a conduit à ce que des citoyens normaux qui avaient acheté leurs maisons à crédit ne puissent plus rembourser leurs dettes.

1. Les limites de la croissance

Malgré de nombreuses similitudes, la crise actuelle se distingue des crises précédentes sur un point décisif. Les crises du passé ont été combattues par des dirigeants qui croyaient en la possibilité d'une croissance économique infinie, ce que j'appelle le paradigme de croissance. La crise actuelle, par contre, est apparue et se poursuit dans un climat intellectuel et dans un contexte *essentiellement différents*. Depuis plusieurs années déjà, il y a un grand débat public, et même les dirigeants se montrent très inquiets par rapport à l'équilibre écologique de notre planète et à la diminution des ressources à la base de nos sociétés industrielles.

Il est vrai que ces problèmes avaient déjà été prédits en 1972 par les auteurs du Rapport Meadows (*The Limits of Growth*, publié en français sous le titre *Halte à la croissance ?*). Mais l'humanité a pu se permettre d'ignorer ce genre d'avertissements pendant longtemps. Aujourd'hui, pourtant, de nombreux dirigeants politiques semblent se réveiller. Ainsi, Al Gore, l'ancien vice-président des Etats-Unis, consacre maintenant sa vie à encourager les gens à tout faire pour essayer de stopper le réchauffement climatique. Et Barack Obama, le nouveau président des Etats-Unis, a parlé d'une

« planète en danger » dans le discours qu'il a prononcé après sa victoire électorale le 4 novembre 2008.

La planète n'est pas seulement en danger à cause du réchauffement climatique. L'équilibre écologique de la Terre est menacé depuis longtemps, entre autres par la déforestation croissante – en particulier la destruction des forêts humides –, la diminution progressive de la biodiversité et la pollution sous diverses formes.

La diminution des ressources à la base des sociétés industrielles se manifeste le plus clairement par le fait que, selon la plupart des spécialistes, le pic pétrolier a été atteint, voire même déjà dépassé. C'est pourquoi le prix du pétrole brut, la ressource de loin la plus importante dans les sociétés industrialisées modernes, a sans cesse augmenté ces dernières années avant que n'éclate la crise actuelle. En juillet 2008, il a dépassé les 140 dollars par baril. Les prix d'autres matières premières importantes ont également monté en flèche. Cela concerne aussi bien les sources d'énergie, comme le charbon, le gaz et l'uranium, que des métaux importants pour l'industrie, comme le cuivre, le zinc, le fer, l'acier ou le tantale. Même les prix des produits alimentaires – une base vitale et la source d'énergie la plus importante pour régénérer la puissance de travail de centaines de millions de personnes dans le monde entier – ont augmenté de façon exorbitante. Une fois que la crise a commencé et s'est aggravée, les prix sont certes retombés, mais ils n'ont plus jamais atteint les chiffres de 2000 par exemple. A l'heure actuelle, le prix du pétrole brut tourne autour de 100 dollars, malgré le fait que la relance ait été très faible.

Il ne faut pas confondre cette augmentation des prix avec les inflations passées, causées par des revendications salariales excessives des travailleurs (la dite « spirale prix-salaires »). Comme nous le savons, les salaires et revenus réels de la plupart des travailleurs dans le monde entier diminuent (ou stagnent) depuis longtemps. Cette augmentation des prix n'est pas uniquement causée par une demande accrue de la Chine, de l'Inde ou du Brésil. Si c'était la seule cause, il suffirait aux entreprises des secteurs concernés d'augmenter leur production pour stopper l'inflation. Non, la cause première de cette augmentation des prix est l'augmentation des *coûts d'extraction* des principales matières premières. Cette augmentation des coûts est due au fait que les matières premières en question doivent être extraites dans des régions géographiques et des couches géologiques toujours plus difficiles d'accès (il suffit de penser à l'extraction du pétrole au large de la côte occidentale gelée du Groenland !), si bien que leur extraction nécessite *une consommation toujours plus grande d'énergie et de matière*. Dans le cas de la production d'énergie, c'est le *bilan énergétique* qui importe, c'est-à-dire la quantité *nette* d'énergie produite. Les êtres humains que nous sommes ne peuvent pas changer les conditions géologiques et géographiques. (cf. Sarkar 2001: chapitre 4 et Kern 2010)

Les services que la nature nous rend sur le plan écologique sont également des ressources importantes : sa capacité à absorber une partie de la pollution causée par l'être humain, sa capacité à régénérer les sols défrichés, le rôle de l'air pur et de l'eau propre dans le maintien de notre santé etc. Les coûts de la conservation de ces ressources dans les sociétés industrielles ont autant augmenté que ceux de l'extraction des matières premières citées plus haut.

Les coûts croissants de l'extraction ou de la conservation de toutes ces ressources signifient qu'elles sont de moins en moins disponibles pour un nombre croissant de personnes dans le monde entier. Seules les rares personnes qui ont la chance de voir leurs revenus réels augmenter, ou au moins stagner, malgré les circonstances, peuvent continuer à consommer la même quantité de ces ressources. Personne ne peut savoir exactement la quantité de ressources qu'une personne en particulier consomme. Mais si quelqu'un est au chômage ou ne travaille qu'à temps partiel, si les revenus réels d'une personne baissent, alors il est évident que cette personne obtient une partie toujours plus petite des ressources en question. Cela vaut aussi pour l'accès au travail et aux services rendus par d'autres personnes, comme par exemple par les médecins et les employés des transports en commun.

C'est exactement ce qui se passe actuellement dans la plupart des régions du monde. Même en Allemagne, un des pays les plus riches et les plus solides sur le plan économique, les revenus *réels* des salariés moyens baissent depuis de nombreuses années. En 2006 (juste un an avant le début de la crise actuelle aux Etats-Unis), des statistiques officielles allemandes ont confirmé que les revenus réels avaient déjà commencé à baisser quelques années auparavant (*Frankfurter Rundschau*, 29.07.2006). De plus, un nombre important et croissant de personnes ne trouvent plus que du travail ponctuel ou à temps partiel. Trois auteurs ont rapporté en 2006 que les salaires réels de la plupart des employés avaient également baissé aux Etats-Unis, malgré une croissance économique satisfaisante (cf. Krugman 2006; Luce et Guha 2006). Pour sa part, la classe moyenne a ressenti cette croissance économique comme une régression sociale. Un dirigeant syndical a décrit la situation économique des employés comme une „course vers le bas“ – davantage de travail pour une rémunération moindre, une moins bonne assurance-maladie etc. Ce qui le mettait encore plus en colère, c'était le fait qu'on supprimait de bons jobs et qu'on obligeait des techniciens hautement qualifiés à accepter des jobs minables chez Wal-Mart, Burger King et autres entreprises de ce genre (CNN, 3.09.2006; ma retranscription).

Par conséquent, le fait que le boom immobilier américain a pris fin en 2007 et que les propriétaires de maisons sont peu à peu devenus insolubles ne devrait étonner personne. Cela a commencé par les débiteurs *subprime*, mais très vite, les salariés classiques et puis la classe moyenne ont suivi.

Pour les syndicats et beaucoup de gens de gauche, c'est la brutalité de l'exploitation capitaliste et la faiblesse de la classe ouvrière, les machinations de spéculateurs sans scrupules et de banquiers voraces, la délocalisation des sites de productions vers des pays à bas salaires à cause de la mondialisation etc. qui sont responsables de la misère actuelle de la population active. Bien sûr, à première vue, toutes ces explications sont au moins partiellement correctes. Pourtant, en y regardant de plus près, on comprend la chose suivante : s'il y a de moins en moins de ressources à répartir parce qu'il est de plus en plus difficile de les extraire, alors même dans un monde capitaliste meilleur avec une classe ouvrière forte, on peut atteindre tout au mieux une répartition plus équitable, mais pas une prospérité croissante pour tous. Il est temps de penser dans des catégories complètement nouvelles. Un *changement de paradigme* est nécessaire : on doit quitter le paradigme de croissance et se diriger vers ce que j'appelle „le paradigme des limites de la croissance“.

Nous pouvons expliquer la situation de façon plus précise : Les travailleurs (au sens le plus large du terme) produisent des biens et assurent des services en utilisant des ressources (y compris des sources d'énergie), des outils et des machines, dont la fabrication a également nécessité l'utilisation de ressources. Si, en raison de la disponibilité décroissante des ressources *abordables*, de plus en plus de travailleurs perdent leur emploi ou ne trouvent plus qu'un emploi à temps partiel, alors soit ils ne produisent plus rien soit ils produisent moins qu'avant. Et vu que presque tous les biens et services sont *en fin de compte* payés (ou échangés) avec d'autres biens ou services, inévitablement ces mêmes travailleurs peuvent obtenir moins de biens ou de services auprès des autres personnes.

Nous savons qu'aujourd'hui, en raison d'une automatisation et d'une rationalisation accrues, moins d'employés (ou moins d'employés à temps plein) sont nécessaires pour produire avec une quantité donnée de ressources une quantité donnée de biens ou de services qu'il y a vingt ans par exemple. Il est bien sûr possible d'employer plus de personnes à temps partiel pour la même quantité de production, ce qui permettrait une répartition plus juste de la quantité nécessaire de travail payé entre les gens qui peuvent et veulent travailler. Mais le système de production capitaliste pourrait s'y opposer.

2. L'illusion de la prospérité grandissante – le PIB, une fausse mesure

Dans un article cité ci-dessus, Krugman (2006) évoque l'absence de connexion (« disconnect ») entre les salaires qui stagnent, voire même les salaires réels qui baissent, d'une part, et une croissance

économique satisfaisante d'autre part. Le mot « disconnect » semble vouloir indiquer que cette situation est inexplicable ou que les syndicats sont trop faibles pour tirer des avantages de la croissance économique. Au contraire, j'ai expliqué ci-dessus que les limites de la croissance avaient été atteintes. J'aimerais préciser cette idée.

Tout comme il est possible que les *salaires réels* baissent alors que les *salaires nominaux* augmentent, il est possible que le *revenu* national réel baisse alors que le *PIB* réel augmente. Le PIB réel est communément considéré comme la mesure de la prospérité nationale. Et pourtant, tout bien considéré, il ne mesure pas le revenu réel d'une nation et n'est pas non plus un indicateur de sa prospérité. Ce qu'il mesure, c'est uniquement la valeur réelle (c'est-à-dire corrigée du taux d'inflation) de tous les biens et services produits dans un pays sur une année. Bien sûr, les biens et les services qui ont été produits mais qui n'ont pas été vendus sur le marché – par exemple les services d'une femme au foyer pour le bien de sa famille – ne sont pas pris en considération dans le calcul du PIB. Mais ils peuvent être pris en compte si on le souhaite. Les statisticiens pourraient leur attribuer une valeur appropriée, estimer la somme globale et l'ajouter au PIB officiel. Le même PIB serait alors exprimé par une *valeur plus élevée*. C'est aussi simple que ça, mais ce n'est pas ce qui importe ici.

Dépenses défensives et dépenses de compensation

Si on veut réfléchir au *revenu réel*, à la prospérité, à la richesse et au bien-être d'une nation et pas seulement au chiffre du *PIB*, alors il faut examiner le *type* de biens produits et de services fournis. Une grande partie d'entre eux n'*ajoute* rien à la richesse d'une nation (mais bien à celle d'un individu ou d'une entreprise). Par exemple le travail d'un soldat qui est payé alors qu'il n'y a pas de guerre, le travail de milliers de personnes qui produisent des armes, le travail de médecins qui soignent des malades ou encore le travail de celles et ceux qui viennent au secours des victimes d'une inondation – de tels éléments du PIB ne sont que des dépenses, des coûts *pour la nation*, alors qu'ils sont des revenus pour les individus concernés (soldats, médecins, secouristes etc.). Ils n'augmentent pas la richesse de la nation. Les économistes qui ne veulent pas être victime d'une illusion parlent ici de « dépenses défensives ».

Le fait qu'un bâtiment détruit par une inondation soit remplacé par une nouvelle construction ne représente en rien une augmentation de la richesse nationale. On ne fait ici que compenser une perte engendrée précédemment. L'énergie, les matériaux et le travail qui ont été mobilisés sont de purs coûts. Cela vaut pour toutes les réparations. On parle ici de « dépenses de compensation ». Toutes les dépenses *défensives et de compensation* sont comprises dans le PIB. Ainsi, les 32 milliards de dollars – telle est la somme estimée nécessaire pour réparer les dommages environnementaux causés par la fuite de pétrole BP dans le Golfe du Mexique – seront aussi compris dans le PIB des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne en 2012. Le PIB perd ainsi une partie de sa valeur en tant qu'indicateur de richesse et de prospérité.

Dans le contexte des questions qui nous occupent, les dégâts causés par la dégradation de l'environnement ont une importance particulière parce qu'ils sont principalement la conséquence de ces activités censées être la source de notre prospérité : la production industrielle. En Chine, l'office national des statistiques a estimé les coûts occasionnés en 2004 par les dégâts écologiques à 3 % du PIB de la même année. Ils ont estimé les coûts de l'élimination et de la réparation des dégâts à 106 milliards d'euros. Cette somme correspondait à 7% du PIB de 2004 (*Financial Times*, 8.9.2006). Le rapport est quelque peu confus. Il se peut que les 7% du PIB de 2004 aient été nécessaires pour éliminer/réparer les dégâts écologiques *accumulés* jusque là, et pas pour éliminer/réparer les seuls dégâts de 2004. (Mes lecteurs chinois peuvent peut-être se livrer à des recherches et découvrir ce qu'il en est). Ce que je veux dire par là, c'est que les magnifiques taux de croissance de la Chine ne correspondent pas nécessairement à une croissance du revenu réel.

Les énormes dégâts causés en Chine cette année (2010) par des conditions météorologiques extrêmes – une longue période de sécheresse suivie par des pluies incessantes entraînant des glissements de terrain et des inondations –, sont très probablement des conséquences du changement climatique. Il faudra attendre les estimations des statisticiens pour savoir à quel montant s'élèvent les coûts pour la Chine, mais on peut certainement déjà dire aujourd'hui que ces coûts (ainsi que d'autres coûts semblables) réduiront considérablement le *revenu national réel*.

Mais les coûts occasionnés par des incidents isolés ou dans une année précise ne sont pas particulièrement importants pour notre étude. Ce qui importe davantage, c'est la tendance. En 1971, K. William Kapp, le premier scientifique à s'être intéressé à ce phénomène, pensait qu'il fallait tenir compte des coûts des dommages que la production industrielle occasionnait à l'environnement social : des maladies professionnelles, des décès et des problèmes de santé, mais aussi des souffrances psychiques, donc de tous les dommages occasionnés par de mauvaises conditions de travail. Tous ces dommages, comme les dommages environnementaux, peuvent être irréversibles. Déjà en 1971, Kapp pouvait faire la généralisation suivante : « Malgré les problèmes inhérents à l'estimation des coûts sociaux, on peut dire que la menace pour l'environnement et les coûts sociaux qui en découlent ont tendance à augmenter, de manière absolue et proportionnellement à la croissance de la production et de la consommation. » (Kapp 1979 : XIII)

Selon Krugman (2006), aux Etats-Unis, les salaires avaient déjà commencé à stagner et les salaires réels à diminuer dans les années 1970, malgré une croissance économique satisfaisante. C'était à peu près l'époque à laquelle Kapp présentait les conclusions citées ci-dessus. Les coûts occasionnés à la société en tant qu'ensemble doivent être pris en charge par tous les membres de cette société. Vu que, dans le système capitaliste, les riches sont puissants et les ouvriers sont pauvres et faibles, il est inévitable que les ouvriers et les pauvres doivent prendre en charge la majeure partie de ces coûts. Encore selon Krugman, les primes versées aux employés par les entreprises avaient déjà commencé à être revues à la baisse dans les années 1980. La corrélation entre une augmentation des coûts sociaux et une stagnation voire une diminution des salaires réels saute aux yeux.

En Allemagne, un pays que je connais mieux, on peut actuellement observer le même phénomène. Je ne donnerai qu'un seul exemple. Les coûts de la santé publique ne cessent d'augmenter (une partie croissante de ces coûts est liée aux souffrances mentales et psychiques). Les employeurs refusent d'augmenter leur participation à l'assurance maladie légale, l'industrie pharmaceutique refuse de diminuer les prix des médicaments et les médecins revendiquent et obtiennent régulièrement une augmentation de leurs rémunérations. Par contre, la participation des travailleurs à l'assurance maladie est augmentée en vertu de la loi, ce qui explique en partie la baisse des revenus réels des employés et des pauvres.

J'aimerais conclure cette partie par une déclaration du gouvernement britannique qui jette un regard sur l'avenir et donne un exemple de *dépenses défensives*. Le gouvernement dit que la Grande-Bretagne doit réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 80% dans les 40 prochaines années et que, pour ce faire, le pays doit utiliser plus d'énergies nucléaire, solaire et éolienne. Mais alors, il faut que les citoyens soient prêts à payer 300 livres sterling supplémentaires par habitant par an pour que les lumières ne s'éteignent pas (*The Daily Telegraph*, 28. 7. 2010). On peut néanmoins se demander si les énergies nucléaire, solaire et éolienne sont viables sans les sources d'énergie fossiles (cf. Sarkar 2001: chapitre 4).

4. Les théories des crises chez Marx, Keynes et Schumpeter – des théories solides mais dépassées

Si le lecteur est convaincu que mon argumentation ci-dessus constitue une explication plus précise de la crise actuelle et qu'elle explique également pourquoi l'économie mondiale connaît de grosses difficultés à surmonter cette crise, alors on peut facilement en conclure que toutes les autres théories jusqu'alors considérées comme solides ne sont plus pertinentes. Cela vaut en particulier pour les théories des crises de Marx, Keynes et Schumpeter, aussi éclairantes eussent-elles été dans le passé. Ces théories étaient solides, bien que partiellement fausses. Mais elles ont toutes été pensées dans le cadre de ce que j'ai appelé le « paradigme de croissance ». Elles avaient de la valeur aussi longtemps que ce paradigme était considéré comme un axiome, comme un principe communément reconnu. Aujourd'hui pourtant, ce paradigme n'est plus qu'une croyance douteuse, devenue tout aussi obsolète que le paradigme géocentrique de l'astronomie ptoléméenne après la découverte de la structure héliocentrique de notre système solaire par Copernic.

La plus ancienne de ces théories, celle de Marx et de ses partisans, a été portée avec grande conviction par des générations entières de socialistes, communistes et syndicalistes. Pourtant, des doutes sont apparus avant même qu'on commence à parler des limites de la croissance, et ce, pas seulement parmi les théoriciens de l'establishment mais aussi chez certains marxistes comme Paul Sweezy par exemple (cf. Sweezy 1942/1959).

La principale théorie marxiste des crises repose sur deux affirmations qui sont liées, à savoir : 1. Le capitalisme est régulièrement touché par des crises économiques parce que le taux de profit a tendance à baisser, et 2. Ceci est une conséquence de la tendance croissante à la composition organique du capital. Marx et les marxistes étaient convaincus que seul le travail (capital variable) pouvait être à l'origine d'une plus-value – pas les machines ou les matières premières (capital constant). Il n'est pas possible de donner les détails de cette théorie complexe dans le présent article (à ce sujet, voir Sarkar 2010 : chapitre 1 et 10). Nous nous limiterons ici à dire que cette pensée a masqué l'importance des ressources naturelles (et en particulier des sources d'énergie) facilement accessibles et donc peu coûteuses pour générer une certaine prospérité.

Tant Marx que Engels pouvaient observer les dégâts environnementaux causés par la production industrielle. Mais, dans un célèbre passage du *Capital*, Marx en attribue la faute à « la production capitaliste », qui épuise les « sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur » (Marx 1867 : livre 1, chapitre XV, mes italiques). On pourrait en conclure qu'il suffirait de dépasser le capitalisme pour résoudre le problème. Croyant en l'immense pouvoir du développement scientifique et technologique, on était à l'époque convaincu que tous les problèmes matériels se résoudraient tôt ou tard. C'est pourquoi Marx et Engels n'étaient pas particulièrement inquiets non plus. Engels, qui parlait même de la « vengeance » de la nature, a aussi écrit ceci :

[...] depuis les énormes progrès de la science de la nature au cours de ce siècle, nous sommes de plus en plus à même de connaître aussi les conséquences naturelles lointaines, tout au moins de nos actions les plus courantes dans le domaine de la production, et, par suite, d'apprendre à les maîtriser [...]. (Engels 1883: 161)

A l'époque de Marx et encore jusqu'il y a quelques décennies, la possible pénurie de ressources naturelles ne faisait pas l'objet de discussions sérieuses. Personne ne pensait qu'un jour ces ressources pourraient venir à manquer. Marx et ses partisans n'avaient donc aucune raison de douter du paradigme de croissance.

Aujourd'hui, nous sommes témoins des marées noires dans le Golfe du Mexique et la Mer Jaune et des ravages causés par des sécheresses, des incendies de forêt et des inondations dévastatrices en

Amérique, en Russie, en Chine et au Pakistan, ravages qui sont tous des conséquences du réchauffement climatique. Dans les années 1980, nous avons été témoins de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl et de la catastrophe chimique de Bhopal. En pensant à tout cela, on ne peut que hocher la tête incrédule face à la phrase d'Engels citée ci-dessus. Mais Marx et Engels ont vécu au 19^{ème} siècle. Nous ne pouvons pas leur reprocher de ne pas avoir su ce que nous savons aujourd'hui. Par contre, nous ne pouvons pas pardonner aux marxistes, communistes et socialistes de notre époque qui n'ont toujours pas compris que la croissance a des limites, tout comme la science et la technologie (sur ce dernier point cf. Sarkar 2001 : chapitre 4 et Sarkar 2010 : chapitre 10).

Une autre erreur de Marx, Engels et leurs partisans a été le refus de reconnaître la vérité fondamentale des déclarations de Malthus sur les questions de population. Marx considérait l'essai de Malthus comme une diffamation contre la race humaine. Selon Engels, les lois économiques n'étaient que « des lois historiques, qui naissent et disparaissent ». Engels et Lénine expliquaient que le progrès infini de la science et de la technologie abolissait la loi économique des rendements décroissants sur laquelle une partie des thèses de Malthus reposent. (Ce résumé des positions de Marx, Engels et Lénine se base sur des citations de Meek 1971). Aujourd'hui, il est évident qu'un nombre croissant d'habitants et une disponibilité stagnante voire décroissante des ressources, dont les plus importantes sont les aliments et l'eau, contribuent à la crise actuelle. Si on doit dépenser une plus grande partie de ses revenus pour obtenir des aliments et de l'eau – c'est de nouveau le cas en août 2010 –, alors il n'est pas étonnant que la demande d'autres biens moins importants n'augmente pas et que, pour cette raison, la crise économique actuelle perdure.

Une autre théorie marxiste des crises dans le système capitaliste est la théorie de la sous-consommation, qu'on peut également considérer comme une théorie de la surproduction. La théorie des crises de Keynes lui ressemble. Pour Keynes, la cause essentielle d'une récession, d'une dépression et, plus important encore, d'une longue stagnation (séculaire) est l'insuffisance de la demande. Keynes explique : dans les sociétés industrielles, plus les gens sont riches et plus la proportion de leurs revenus dépensée pour consommer est petite, ce qui, en toute logique, diminue l'envie d'investir des entrepreneurs. En créant le concept de « paradoxe de l'épargne », il veut encourager l'Etat et la population des riches nations industrielles à consommer plus et à épargner moins. Ils peuvent s'endetter pour consommer plus, et rembourser leurs dettes plus tard avec leurs revenus futurs, qui, normalement, augmenteront avec le temps. Malheureusement, les keynésiens actuels ne démentent toujours pas de ces recommandations politiques des années 1930. Mais comment créer des revenus plus élevés dans le futur si de nombreuses matières premières sont de moins en moins disponibles et de plus en plus chères ?

Aujourd'hui, il faut rejeter la théorie keynésienne, tout comme la théorie marxiste de la sous-consommation, pour deux raisons. Premièrement parce qu'elles ne peuvent pas expliquer la crise actuelle de manière convaincante. Dire que les populations des riches pays industrialisés ne consomment pas assez et épargnent trop est tout simplement faux, et ce depuis longtemps. Avant que la crise actuelle n'éclate, le taux d'épargne aux Etats-Unis était passé en-dessous de 1%. Cela faisait longtemps que même les ouvriers et les pauvres s'adonnaient à une consommation importante avec de l'argent emprunté. Comme nous l'avons vu, ils ont même acheté à crédit des maisons tape-à-l'œil qu'ils n'avaient pas les moyens de s'offrir. C'était la même chose dans tous les riches pays industrialisés, même si le taux d'épargne n'a nulle part été aussi bas qu'aux Etats-Unis. La crise du marché immobilier aux Etats-Unis (2006/2007) n'a pas été causée par une surproduction de maisons. Toutes les maisons qui ont été construites ont trouvé des acheteurs.

Deuxièmement, jusqu'à ce jour, ni les keynésiens ni les marxistes classiques n'ont compris que c'était principalement le niveau de consommation élevé des populations des pays riches qui causait le réchauffement climatique ainsi que d'autres dégradations et dégâts écologiques. Heureusement pour l'humanité, s'il n'est pas déjà trop tard, la pénurie des ressources et la longue stagnation économique qui en découle vont quelque peu atténuer la crise écologique. Ça s'est déjà vu. Lorsque,

dans la première moitié des années 90, une grande partie de la production industrielle s'est effondrée en Union Soviétique et dans les pays de l'Europe de l'Est, leur émission de gaz à effet de serre ainsi que d'autres polluants a également diminué. Il y a véritablement une contradiction entre le mode de production industriel et l'équilibre de l'environnement.

Schumpeter avait déjà très tôt accepté le fait que les crises économiques et les dépressions constituaient une part essentielle du processus de développement économique. A l'inverse de Keynes, il n'a donc pas préconisé une politique visant à éviter les crises économiques ou à y remédier. Au contraire, il était même convaincu qu'elles avaient une fonction positive : la « destruction créatrice », sans laquelle le développement économique et l'accroissement de la prospérité ne seraient pas possibles. Les schumpetériens actuels voient donc dans la crise qui nous frappe une chance. Ils espèrent que la « destruction » déclenchera une vague de créativité, d'innovations, dont les pionniers seront des « entrepreneurs » visionnaires et dynamiques, comme Schumpeter les avaient définis. Et ils espèrent que ce sera le début d'une nouvelle « longue vague » dont la première phase serait accompagnée de taux de croissance élevés et d'une prospérité croissante.

Ils abordent en particulier le double problème des combustibles fossiles : 1. principale source d'énergie des sociétés industrielles, ils tirent à leur fin (*peak oil*, augmentation des prix), et 2. leur combustion est la principale cause du réchauffement climatique. Les schumpetériens croient que les énergies renouvelables comme les énergies solaire, éolienne, biomasse et géothermique remplaceront bientôt les énergies conventionnelles – et ce, grâce aux progrès de la recherche et à l'initiative d'entrepreneurs dynamiques. On entend déjà souvent parler de la future « révolution industrielle verte ».

Quand, il y a environ un an, les trois grands fabricants automobiles américains, en particulier General Motors, ont risqué de faire faillite, les schumpetériens, fidèles à leur crédo de la destruction créatrice, ont conseillé au gouvernement américain de les laisser faire faillite. Je cite le journaliste allemand Thomas Steinfeld :

Avec sa thèse de la « destruction créatrice », Schumpeter montre que la crise fait partie intégrante du capitalisme. [...] Des centaines de grandes entreprises ont sombré, avec souvent de lourdes conséquences pour le personnel, et pourtant jusqu'ici, elles ont toujours été remplacées par de nouvelles entreprises. Pourquoi certaines entreprises – et pourquoi justement celles-là ? et pourquoi maintenant ? – devraient-elles obtenir une garantie de subsistance ? Pourquoi des garanties de l'Etat pour une prolongation de la durée de vie ? (Steinfeld 2008)

A la fin de son article, Steinfeld parle de la plus grande préoccupation de l'industrie automobile, à savoir la disponibilité et le prix du pétrole :

Des pans entiers de l'économie vont désormais devoir se réinventer. Les hommes politiques ne doivent pas les en empêcher. Si l'on en croit Schumpeter, le capitalisme a besoin de ressources, mais pas de certaines ressources en particulier. Il n'a peut-être même pas besoin de pétrole ; il serait sans problème disposé à passer aux énergies alternatives avec l'argent réalisé à partir du pétrole, si seulement le rendement était bon. Dans cette parfaite indifférence du capitalisme par rapport à la matière avec laquelle il fonctionne repose un espoir considérable. (Steinfeld 2008)

Je reviendrai sur ce point plus bas.

5. L'actuel dilemme keynésien

Les gouvernements des principaux pays industrialisés ont réagi à la crise actuelle de façon typiquement keynésienne. Pas seulement parce que les banques centrales ont injecté de l'argent dans le secteur financier pour fournir aux banques et autres établissements financiers les liquidités dont ils avaient besoin de toute urgence, comme elles l'avaient déjà fait lors du krach boursier de 1987. Cette fois-ci, les Etats s'en sont directement mêlés eux aussi. Ils ont mis des centaines de milliards de dollars et d'euros à la disposition des entreprises menacées de faillite. En outre, ils ont affecté des sommes faramineuses à des dépenses visant à stimuler la conjoncture (790 milliards de dollars aux Etats-Unis) afin d'éviter une récession catastrophique. Dans certains cas, l'Etat a même provisoirement repris le contrôle de quelques grandes entreprises au bord de la faillite : Fannie Mae, Freddie Mac, AIG et General Motors aux Etats-Unis, la Royal Bank of Scotland en Grande-Bretagne, Hypo Real Estate en Allemagne etc.

Cette situation s'était déjà produite à l'occasion dans les décennies passées, mais dans une bien moindre mesure. Et cette fois, il y a deux nouveaux problèmes de taille : Premièrement, l'ampleur des sommes impliquées a réveillé la vieille peur de l'inflation à un degré difficilement supportable puisqu'une grande partie de l'argent a été « créé » (selon l'ancienne expression « imprimé ») par les banques centrales. Deuxièmement, ce phénomène a encore élevé les montagnes de dettes publiques déjà existantes. Pour ne citer que quelques exemples : En mai 2010, le rapport entre les dettes publiques et le PIB était de 76,7% en Allemagne, 92,6% aux Etats-Unis, 78,2% en Grande-Bretagne, 124,1% en Grèce et 227,3% au Japon. (*Süddeutsche Zeitung* 19. 5. 2010)

Même si un Etat ne se dissout pas aussi facilement qu'une entreprise, il peut faire faillite, surtout quand une grande partie de ses dettes ont été contractées à l'étranger et que, en même temps, son économie va mal. C'est arrivé souvent dans l'histoire de l'économie, encore récemment. Pour l'Argentine en 2001, on pourrait parler d'un cas particulièrement grave de mauvaise gestion. Mais en mai 2010, c'était au tour de la Grèce, un membre de l'UE et de la zone euro, connue pour ses règles strictes, de se trouver au bord de la faillite, et le pays n'est toujours pas hors de danger. En raison d'une dette publique trop élevée, dont 99% sont contractés à l'étranger, et de médiocres paramètres économiques fondamentaux avec un déficit budgétaire de 8,9% (ibid.), la solvabilité du pays sur les marchés financiers a été rétrogradée en catégorie spéculative. C'est également le cas du Portugal, de l'Espagne et de l'Irlande, eux aussi membres de l'UE et de la zone euro. Tous ces pays ont des difficultés à vendre de nouveaux emprunts d'Etat et à renouveler ceux qui arrivent à échéance. C'est pourquoi ils sont obligés d'offrir des taux réels élevés.

Pour ces raisons, les Etats ne peuvent plus espérer sortir de la récession grâce à des programmes de relance économique, comme c'était le cas auparavant. Ils sont *obligés* de réduire leurs dépenses pour éviter la faillite. Mais s'ils réduisent les dépenses en plein milieu d'une récession, ils aggravent celle-ci encore davantage. L'Espagne par exemple, qui se trouve dans une profonde récession avec un taux de chômage de 20%, est obligée de réduire ses dépenses publiques parce que son déficit budgétaire de 7,3% est trop élevé. (ibid.) Mais cela n'a pas aidé le pays sur le marché financier mondial. Les agences de notation ont à nouveau rétrogradé le pays, expliquant cette fois que la réduction massive des dépenses publiques diminuait les chances qu'il sorte de la récession.

Ce dilemme sans issue a conduit à une controverse entre les dirigeants des Etats-Unis et ceux de l'UE. Les Américains veulent poursuivre encore un temps une politique keynésienne, augmentant les dépenses publiques jusqu'à ce que la relance de l'économie se dessine clairement. Les Européens, menés par l'Allemagne, craignent les conséquences à long terme d'un endettement public croissant des Etats membres. Ils sont particulièrement inquiets à cause de la baisse de confiance des investisseurs. Les Européens ont maintenant décidé de mener une politique visant à réduire les déficits budgétaires. Les économistes keynésiens ont pour ainsi dire lancé une campagne contre la

politique d'austérité menée par l'UE. Citons par exemple Paul Krugman : « Je crains que nous nous trouvions actuellement au début d'une troisième dépression. Elle ressemblera probablement plus à la Longue Dépression [de 1873–1896] qu'à la Grande Dépression [des années 1930], qui fut bien pire. Mais les coûts pour l'économie mondiale et, surtout, pour les millions de vies ruinées par la pénurie d'emplois, seront énormes » (Krugman 2010). Citons également David Leonhardt : « Les pays riches se livrent aujourd'hui à une expérience dangereuse. Ils répètent une politique économique des années 1930 – diminuer les dépenses et augmenter les impôts, avant que la relance ne soit assurée... » (Leonhardt 2010). Un autre critique commente : Si de nombreux pays font des trous dans leurs budgets au même moment, ils vont s'enfoncer ensemble dans un trou plus profond. Le manque de réalisme de ces keynésiens est désespérant. Ils ne perçoivent pas la différence entre la situation des années 1930 et la situation actuelle. Dans les années 1930, on ne connaissait ni pénurie des ressources ni réchauffement climatique.

Les rigoureuses mesures d'austérité d'ores et déjà imposées aux Grecs ont conduit à des manifestations massives, des débordements violents et des grèves, ce qui continue de paralyser l'économie. En Espagne aussi, il y a eu des manifestations et des grèves. Néanmoins, la plupart des habitants de ces pays semblent comprendre que leurs gouvernements n'ont pas d'autre choix et qu'ils doivent se serrer la ceinture. Ils exigent seulement que les sacrifices nécessaires soient répartis équitablement et que les riches portent eux aussi leur part du fardeau.

Bien sûr, les hommes politiques américains espèrent que le pire sera bientôt passé, que l'économie connaîtra une forte relance et qu'un boom suivra. Pourtant cet espoir n'est pas fondé. Au milieu de l'année 2009, l'économie des Etats-Unis a effectivement recommencé à croître. Mais après un taux de croissance annualisé de 3,7% au premier trimestre 2010, l'économie n'a plus pu croître que de 2,4% au deuxième trimestre.² Et il n'y a pas eu de création d'emploi (*Süddeutsche Zeitung* 2. 8. 2010). Le taux de chômage toujours aussi élevé (9,5%) a été une déception pour toutes les personnes concernées.

Il est maintenant de plus en plus évident qu'un peuple ne peut pas vivre bien sur le long terme en dépensant de l'argent qu'il n'a pas gagné. Pour l'endettement privé, il existe une limite. De la même manière, un Etat ne peut pas stimuler sans cesse l'économie en s'endettant et/ou en imprimant de l'argent à sa guise. Un jour ou l'autre, les emprunts d'Etat arrivés à échéance ne peuvent plus être remboursés parce que les investisseurs potentiels se méfient des Etats dont l'économie stagne ou traverse une période de récession. Mais si la croissance est modérée ou instable – c'est actuellement le cas dans de nombreux pays (il n'y a que quelques exceptions, par exemple la Chine, l'Inde et le Brésil) –, alors les Etats ne peuvent plus augmenter les impôts, par crainte de mettre la croissance en danger. Ils ne peuvent pas non plus espérer que la croissance modérée ou instable permette des recettes fiscales suffisamment élevées pour qu'un nouvel endettement soit inutile. De plus, une croissance modérée n'est pas suffisante pour créer des emplois, comme le montrent les données américaines citées ci-dessus.

Les keynésiens de la première génération espéraient même que l'application de leurs recommandations déboucherait sur une croissance et des recettes fiscales telles que les anciennes dettes accumulées par l'Etat pourraient être remboursées, ou du moins réduites. Mais leurs conseils ne fonctionnent qu'en présence d'un potentiel de croissance *réel* inutilisé qui peut être réalisé. Cela n'est plus le cas aujourd'hui. Les keynésiens de la première génération n'étaient absolument pas conscients des limites de la croissance et du caractère *défensif* et *compensatoire* d'une grande partie du PIB (les keynésiens actuels ne le sont toujours pas d'ailleurs). Ils n'étaient pas confrontés à ces réalités à leur époque. Aujourd'hui, par contre, nous ne sommes pas seulement témoins de ces

² Après avoir rédigé ce texte et l'avoir remis au service éditorial, j'ai appris que le taux de croissance des Etats-Unis pour le deuxième trimestre de 2010 était tombé à 1,6% (CNN, 28. 8. 2010). Cela renforce bien sûr la crainte d'une deuxième récession.

limites, nous sentons aussi une certaine pression. Il se peut que certains Etats soient déjà capables de présenter un budget équilibré, mais il est beaucoup plus difficile de s'acquitter d'anciennes dettes.

Les Etats-Unis et la Grèce – ce sont bien sûr des cas très différents. Le dollar est la devise la plus importante au monde. Les investisseurs seront sûrement prêts à acheter des emprunts d'Etats américains pendant un certain temps encore. Contrairement à la Grèce, les Etats-Unis peuvent également imprimer autant d'argent qu'ils le souhaitent et dévaluer le dollar. Mais eux aussi seront un jour confrontés au problème auquel la Grèce est confrontée aujourd'hui (pour une analyse détaillée et ma critique du keynésianisme cf. Sarkar 2010 : chapitres 3, 5 et 7).

6. Perspectives d'avenir

Je voudrais maintenant un peu spéculer sur ce qui nous attend.

Comme je l'ai montré ci-dessus, ce sont finalement les limites de la croissance qui empêchent l'économie de sortir de la crise actuelle. Vu qu'il est impossible de dépasser les limites *objectives* de la croissance, il est fort probable que les riches pays industrialisés subissent une longue période de stagnation (croissance très faible voire même nulle), comme le Japon dans les années 1990. Ce que je dis ici n'est pas vraiment nouveau. Entretemps, même de nombreux économistes de l'establishment le disent. Pour l'avenir proche, de nombreux économistes craignent même une déflation (*International Herald Tribune*, 7. 8. 2010) qui, pour l'économie, serait pire qu'une inflation. C'est déjà le cas au Japon (*Süddeutsche Zeitung*, 3. 7. 2010; *International Herald Tribune*, 24. 8. 2010). Depuis peu, les prophètes du déclin sont de plus en plus nombreux parmi les économistes, et on les écoute avec sérieux (Thomas Jr. 2010). La différence entre ces experts et moi-même est la suivante : eux parlent le plus souvent d'une décennie de stagnation environ ; moi, je pense qu'il va y avoir une longue phase de recul jusqu'à ce qu'un jour, un équilibre soit atteint. C'est la logique des limites de la croissance. Ceux qui n'expliquent pas la crise actuelle par cette logique, c'est-à-dire ceux qui espèrent pouvoir dépasser la crise par un savant mélange de politiques diverses, prévoient bien sûr une nouvelle longue phase de croissance et de prospérité.

De nombreux optimistes parmi eux comptent sur le début prochain d'une révolution industrielle « verte », qui entraînera une forte croissance économique. Et cette croissance-là serait durable, autant par rapport à l'écologie que par rapport aux ressources. Si cet espoir venait à se réaliser, la crise actuelle serait surmontée et le capitalisme se verrait en même temps doté d'une base solide pour une croissance éternelle. En effet, l'alimentation en énergie et la disponibilité des autres matières premières ne poserait alors plus aucun problème. Après tout, le soleil continuera à briller pendant encore quelques milliards d'années. Et il nous fournit chaque jour gratuitement 15 000 fois plus d'énergie que nous n'en consommons actuellement dans le monde entier. On affirme qu'une bonne partie est déjà économiquement exploitable aujourd'hui. Et si autant d'énergie renouvelable est disponible, un recyclage quasi intégral de presque tous les matériaux devrait être possible.

J'ai expliqué dans deux livres (Sarkar 2001 & 2010) pourquoi je ne partage pas ces espoirs. Je ne peux pas répéter mes arguments dans cet article. Mais je voudrais mentionner trois faits qui montrent de façon suffisamment claire que les puissants politiciens de ce monde ne peuvent pas non plus partager ces espoirs. Premièrement : Nulle part on ne s'efforce sérieusement de recycler tous les déchets. Les seules exceptions sont des pays très pauvres dans lesquels le coût de la main d'œuvre est dérisoire ainsi que les métaux très chers comme l'or et l'argent. La Chine par exemple, un pays qui n'est pas riche dans l'ensemble, s'efforce depuis plusieurs années de se garantir un accès à toutes les sortes de minéraux en Afrique et en Australie. Pour reprendre le titre d'un livre paru en allemand en 1975 : une planète est en train d'être pillée (*Ein Planet wird geplündert*). Deuxièmement : Dans le monde entier, malgré tout le bruit qu'on fait autour des énergies renouvelables, on investit

massivement dans la construction de nouvelles centrales traditionnelles, y compris de centrales nucléaires, qui sont dangereuses. Et on étend la recherche de pétrole et de gaz à des zones toujours plus profondes des fonds marins, y compris autour du pôle Nord. Troisièmement : Le géant du pétrole BP, qui avait un temps changé son nom en « Beyond Petroleum » (« au-delà du pétrole ») pour souligner son intérêt pour les énergies renouvelables, a décidé d'aller puiser le pétrole dans les eaux profondes au large de la côte de la Libye au lieu de construire des centrales solaires dans le désert de Libye. Une décision qui a été prise peu de temps après la marrée noire qui a touché le Golfe du Mexique.

Telle est la situation actuelle. Le beau discours d'Obama l'an passé selon lequel les Etats-Unis sortiraient plus forts de la crise ne deviendra vraisemblablement pas réalité. De plus en plus, ce discours se révèle être des paroles en l'air. J'ai mentionné ci-dessus la crise de l'emploi aux Etats-Unis. Le taux de croissance au deuxième trimestre de 2010 est resté en-dessous de 2,5%, donc sous le seuil que les économistes américains estiment nécessaire pour que le taux de chômage reste au moins constant. (*Süddeutsche Zeitung*, 5.8.2010). Quel doit être le taux de croissance pour faire diminuer, disons, de moitié le taux de chômage ? Bien pire encore : La crise de l'emploi menace de devenir une grave crise sociale. 6,6 millions d'Américains cherchent un emploi en vain depuis plus de 27 semaines. Ils sont considérés comme des chômeurs de longue durée. Environ un million d'entre eux sont au chômage depuis plus de 99 semaines, la limite au-delà de laquelle un chômeur ne reçoit plus aucune aide de l'Etat. Ces gens sont donc maintenant sans ressources. Beaucoup d'entre eux vont finir dans la rue (*Süddeutsche Zeitung*, 5 et 7.8.2010).

Le monde de la finance n'a pas encore tout à fait surmonté la crise non plus. Pendant les sept premiers mois de 2010, 103 banques supplémentaires ont fait faillite. Il ne s'agissait pour la plupart que de petites banques, mais par conséquent les grandes banques deviennent encore plus grandes. Cette réalité montre bien que le gouvernement n'a pas réussi à atteindre l'objectif qu'il s'était fixé, qui était de ne laisser aucune banque prendre des dimensions telles que l'Etat ne puisse pas la laisser faire faillite sans trop s'inquiéter. Le fantôme d'une deuxième crise financière et d'une deuxième récession hante aujourd'hui l'Amérique et l'Europe.

En Allemagne aussi, l'Etat providence dont on vante tant les mérites bat en retraite. J'ai mentionné ci-dessus les coûts croissants que les employés doivent assumer seuls pour leur assurance-maladie. En ce qui concerne les chômeurs, les pauvres et les retraités qui ont une petite pension, on a diminué de nombreuses prestations sociales ou on prévoit de le faire. Des politiciens ont par exemple proposé de réduire la superficie du logement que l'agence pour l'emploi paye au chômeur de 48 à seulement 25 m².

Sur le plan macroéconomique, cette évolution est facile à expliquer. Les bénéfices bruts escomptés par le monde économique (p.ex. la Deutsche Bank) tournent actuellement autour de 25%. Si le taux de croissance du PIB n'est que de 2% et que celui du *revenu national réel* – après déduction de ces dépenses défensives et de compensation qui ne cessent d'augmenter (cf. point III. 2 ci-dessus) – est encore plus bas voire nul, alors les attentes du monde économique ne peuvent être rencontrées que si on donne moins aux pauvres et aux faibles.

Dans les autres pays d'Europe occidentale, la situation de l'Etat providence est tout aussi mauvaise, si pas pire. Un observateur, Steven Erlanger, commente : « Les Européens se sont vanté de leur modèle social – leurs nombreux congés, leur retraite anticipée, le système de santé publique et les prestations sociales généreuses. Et ils l'ont opposé à la relative dureté du capitalisme américain. » Mais maintenant, poursuit-il, pour l'Europe occidentale, « les évidences et les conquêtes du passé sont soudain remises en question. La crise [...] a aussi miné la pérennité du standard européen de l'état social qui avait été instauré après la seconde guerre mondiale par des gouvernements de gauche. » (Erlanger 2010)

Il ne s'agit pas d'un phénomène éphémère. Par rapport à l'avenir, Erlanger conclut : « La crise est fatale pour l'Etat-providence en Europe. » (ibid.) Je suis du même avis. Pour parler d'un cas concret, le journaliste Sebastian Schoepp prend l'exemple des Espagnols : « La crise leur a gâché l'envie d'avoir des enfants. Le taux de natalité en 2009 a baissé de 5% par rapport à l'année précédente. Trois Espagnols sur dix considèrent l'avenir sans espoir. » (Schoepp 2010)

Il y a aussi une bonne nouvelle, pour les Allemands. L'an passé, l'Allemagne a regagné pas mal de terrain auparavant perdu dans le domaine de l'exportation et les perspectives actuelles, du moins à court terme, sont très bonnes. Mais dans les médias, qui ont célébré cette solide reprise, il y avait aussi deux ombres au tableau, deux faits qui ne pouvaient être passés sous silence : Premièrement, cette reprise basée sur les exportations a lieu au détriment des partenaires européens. La ministre française de l'économie et des finances a récemment reproché à l'Allemagne de faire croître son économie au détriment de ses voisins. Des données ont confirmé ses reproches par la suite. Contrairement à la solide reprise de l'Allemagne où le PIB a augmenté de 2,2% au deuxième trimestre 2010, l'économie de la zone euro a connu un taux de croissance de seulement 1% pour la même période, celle de la France de seulement 0,6% (*Süddeutsche Zeitung*, 14.8.2010). Deuxièmement, les responsables de l'économie allemande s'inquiètent de la pénurie des matières premières dans le monde (*Süddeutsche Zeitung*, 10.8.2010). Il faut également ajouter que – pendant que les managers allemands s'attendent encore à faire de bonnes affaires, surtout à l'étranger, et que l'indice boursier augmente – le nombre de faillites privées augmente lui aussi. Plus de six millions d'Allemands sont considérés comme surendettés. (*Süddeutsche Zeitung*, 23.6.2010)

Jusqu'ici je me suis principalement intéressé aux riches pays industrialisés. La réalité dans certains des pays récemment industrialisés (la Chine, l'Inde, le Brésil etc.) est toute autre. Le taux de croissance dans ces pays est très élevé, mais nous ne devons pas oublier qu'une grande partie de cette croissance repose sur le fait que, depuis longtemps déjà, on délocalise des secteurs d'activité nécessitant beaucoup de main d'œuvre vers ces pays à bas salaires. La Chine a été (et est toujours, en grande partie) un lieu de production pour le monde entier, l'Inde un lieu d'exécution. Une partie de la prospérité de ces pays n'est rien d'autre que le résultat d'un jeu à somme nulle. En outre, le boom qui a lieu en Chine – malgré la stagnation sur ses principaux marchés d'exportation, l'Europe et l'Amérique – s'explique en grande partie par une énorme bulle immobilière. Cette bulle a été créée par l'Etat au sommet de la crise en recourant à un programme de relance de 450 milliards d'euros. Et elle menace maintenant d'éclater. (Wagner 2010). De plus, là-bas, les terribles conséquences et coûts sociaux et écologiques de la croissance ne dérangent personne, bien qu'ils sautent aux yeux. Seule la prospérité récente du Brésil ne repose pas essentiellement sur ces phénomènes. Le Brésil est un pays immense avec une densité de population très faible. Il dispose d'énormes étendues de terre fertile et d'une quantité impressionnante de ressources naturelles. C'est la raison pour laquelle c'est une exception.

Les coûts sociaux de la prospérité de la classe moyenne en Chine ou en Inde montent en flèche. Ils se manifestent sous l'une ou l'autre forme de lutte des classes. En Chine, cette situation débouche depuis plusieurs années déjà sur des émeutes locales parfois violentes contre les autorités et le patronat. Il y a peu, cela a également conduit à des mouvements de grève exigeant des augmentations de salaires, jusqu'ici avec succès. Mais cela a aussi mené à de la violence physique à l'encontre de médecins dans un hôpital où les patients démunis étaient négligés. (*International Herald Tribune*, 10.8.2010). Il y a même eu des attaques mortelles à l'encontre d'écoliers issus de la classe moyenne urbaine, probablement commises par des gens sortis perdants du combat pour l'existence. Certains suicides commis il y a peu par des ouvriers frustrés peuvent également être considérés comme une forme de protestation contre les conditions actuelles.

En Inde, dans une vaste région sous-développée appelée par les médias « corridor rouge », des « maoïstes » – il s'agit d'autochtones exploités, déconsidérés et menacés d'expulsion – mènent des combats armés contre l'Etat. Dans les régions plus paisibles du pays, quelque 200 000 petits

exploitants en faillite se sont suicidés ces dix dernières années. Au Bangladesh, le pays avec les salaires les plus bas, des ouvriers qui fabriquent des vêtements pour les riches Européens et Américains ont du avoir recourt à des grèves violentes pour obtenir de petites améliorations de leurs conditions de travail.

7. Conclusion

Il est temps de revenir à notre question : Ne s'agit-il que d'une crise de plus *dans* le système capitaliste ou de *la* crise *du* capitalisme ? Déjà en octobre 2008, à l'occasion d'une conférence internationale réunissant quelques intellectuels choisis de gauche et de droite à San Francisco, il y a eu un débat sur la question de savoir si le capitalisme toucherait bientôt à sa fin. A cause de la profonde crise financière au dernier trimestre de 2008 et les mois suivants, pas mal de gens pensaient que le capitalisme pourrait bien s'écrouler. D'autres présumaient qu'il ne pourrait pas se remettre de la crise. Je n'étais pas convaincu. J'ai argumenté que le système financier n'était qu'un des *mécanismes* assurant le fonctionnement du capitalisme et pas le *fondement* du système. On peut réparer un mécanisme endommagé, mais pas un fondement qui s'érode de manière irréversible. Si le fondement reste solide et stable, le système survivra. Le fondement du capitalisme actuel, ce sont les ressources matérielles. Et selon moi, ce fondement s'érode de manière rapide et irréversible.

Les manifestations de la lutte des classes que j'ai mentionnées ci-dessus – y compris ce qui s'est passé en Grèce et, en partie, en Espagne – encouragent les marxistes et les communistes traditionnels. Mais ils n'ont pas encore compris que cette crise n'est pas seulement la crise du capitalisme. C'est la crise de *l'industrialisme* dans son ensemble, peu importe son cadre sociopolitique. Heureusement, certains d'entre eux commencent à comprendre qu'on ne peut pas simplement retourner aux bonnes vieilles idées du communisme ou du socialisme. Ils ne peuvent plus nier la gravité de la crise écologique et la disponibilité limitée des ressources. Certains d'entre eux ne sont plus non plus convaincus que de nouveaux progrès de la science et de la technologie permettraient à l'humanité de poursuivre sa quête vers toujours plus de prospérité, par exemple en développant des technologies « vertes ». Ils se voient maintenant forcés de faire les ajustements nécessaires dans leur théorie et dans leur pratique. Ils se nomment eux-mêmes « écosocialistes » ou parfois « écomarxistes ». Cette évolution me réjouit.

Présenter les opinions des écosocialistes (outre les miennes) ou des écomarxistes dépasserait largement le cadre du présent article. De plus, il existe parmi eux différents degrés de radicalité écologique. Néanmoins, je crois qu'il est nécessaire de justifier brièvement pourquoi l'appellation écomarxisme me semble inadaptée aux idées de l'écosocialisme. Le mot « socialisme » est très large et peut dès lors absorber les modifications nécessaires à l'heure actuelle dans sa représentation. A l'inverse, l'écomarxisme est et doit être lié, en toute logique, aux idées de Marx telles qu'il les a exposées dans ses écrits au 19^{ème} siècle, ce qui peut entraver notre travail théorique et pratique. Après tout, les écrits de Marx ne sont pas la bible !

Je sais que d'éminents marxologues, comme John Bellamy Foster par exemple, se sont donné beaucoup de mal pour prouver qu'il était « possible d'*interpréter* Marx d'une autre manière, d'une manière qui considère l'écologie comme étant centrale pour sa théorie [...] » (Foster 2006 : VI, je souligne). Après des recherches minutieuses, Foster en est même arrivé à « la conclusion que la pensée de Marx était profondément et systématiquement écologique (dans tous les sens positifs dans lesquels le terme est utilisé aujourd'hui) [...] » (ibid. VIII).

Alors qu'une telle conclusion nécessite de nombreuses études et *interprétations* minutieuses, on trouve chez Marx lui-même de nombreux passages très clairs qui montrent que sa conception de

l'émancipation de l'humanité était « prométhéenne » et « productiviste ». Ce célèbre passage par exemple :

Le développement des forces productives du travail social, voilà la mission historique et la raison d'être du capital, c'est par là qu'inconsciemment il crée les conditions matérielles d'une forme plus élevée de production. (Marx 1867 : livre 3, chapitre XV)

C'est manifestement à ce genre de passage que pense Ted Benton quand il conclut que la façon dont Marx voit le capitalisme, c'est-à-dire comme un système « qui crée les conditions de l'émancipation future de l'humanité », est tout aussi « aveugle aux limites de la nature [...] que l'idéologie spontanée de l'industrialisme du 19^{ème} siècle » (cité d'après Burkett 1999 : 148). Il interprète Marx de la manière suivante :

La production industrielle moderne [...] est une condition préalable à la future société communiste. La « mission historique » du capitalisme est justement de dépasser le caractère conditionnel et limité des anciennes formes d'interaction avec la nature. [...] Dans d'autres passages on reconnaît que *certain*s éléments de la « lutte » contre la nature pour obtenir des choses vitales sont inévitables, l'émancipation consistant à minimiser le temps consacré à ces « luttes ». Dans tous les cas, la condition préalable à l'émancipation humaine est le potentiel des forces transformatrices, productives des êtres humains unis à dépasser les limites naturelles évidentes et à ainsi élargir le champ de l'action humaine intentionnelle. (ibid.)

Burkett, qui veut défendre Marx contre ce genre de critique, argumente que « la foi de Marx en la perfectibilité historique du capitalisme ne repose pas sur une (sa) préférence anthropocentrique pour la prospérité matérielle par rapport à la nature » (ibid. 149).

Quoi qu'il en soit, il n'est pas de notre devoir de défendre Marx, tout comme il n'est pas nécessaire de le critiquer pour avoir omis de dire au 19^{ème} siècle des choses qu'il est de notre devoir de dire aujourd'hui. Il est de notre devoir de réaliser une synthèse convaincante du socialisme et des savoirs scientifiques en matière d'écologie. Cette synthèse peut être réalisée de la façon suivante :

Dans le système capitaliste, mais aussi dans le système socialiste soviétique, le développement des forces de production était tel qu'elles sont devenues destructrices, pour la nature comme pour l'homme. C'est la raison pour laquelle il faut, de façon générale, non seulement mettre fin à ce développement, mais aussi *freiner* l'économie mondiale jusqu'à un niveau réellement durable sur le plan de l'écologie et des ressources. En d'autres termes, la production économique mondiale doit diminuer. Cependant, une telle diminution se concilie difficilement avec le capitalisme et sa contrainte de croissance. C'est pourquoi il faut que ce changement ait lieu dans le cadre d'une économie planifiée et avec des moyens de production qui sont propriété de la communauté. En outre, cela impliquerait certainement des sacrifices par rapport au niveau de vie, qui seraient rejetés par la majorité des gens des classes inférieures, qui constituent la majorité de la population. Dans une société égalitaire – et c'est là *la* caractéristique essentielle d'une société socialiste – les sacrifices nécessaires seraient répartis équitablement et auraient donc plus de chance d'être acceptés par la majorité. Pour cette raison, notre vision doit être écosocialiste, avec ou sans Marx.

Comme je l'ai expliqué ci-dessus, la majorité des manifestants en Grèce et en Espagne ont compris qu'ils devaient accepter les restrictions imposées par leurs gouvernements. Néanmoins, ils exigent que ces sacrifices soient répartis de manière équitable, que les riches sacrifient donc eux aussi une partie de leurs revenus et de leurs bénéfices et portent ainsi leur part du fardeau. La crise économique actuelle prépare ainsi le terrain pour mener à bien le projet d'une société écosocialiste. Il est de notre devoir de saisir cette occasion.

Bibliographie

- Brenner, Robert (2003) « Schwungvoll auf Talfahrt – Ursachen und Mechanismen der USamerikanischen Wirtschaftskrise », dans *Lettre Internationale*, printemps 2003.
- Burkett, Paul (1999) *Marx and Nature – A Red and Green Perspective*. Houndmills & London : Macmillan.
- Engels, Friedrich (1883) *Dialectique de la nature*. Disponible en ligne sur <http://www.docstoc.com/docs/103191955/Dialectique-de-la-nature>
- Erlanger, Steven (2010) « Pushed Out of the Comfort Zone », dans *New York Times* (reproduit dans *Süddeutsche Zeitung*, 31. 5. 2010).
- Financial Times* (divers numéros).
- Foster, John Bellamy (2011) *Marx écologiste*. Editions Amsterdam.
- Frankfurter Rundschau* (divers numéros).
- Gruhl, Herbert (1975) *Ein Planet wird geplündert*. Frankfurt : Fischer Taschenbuch.
- International Herald Tribune* (divers numéros).
- Kapp, K. William (1992) *Les coûts sociaux de l'économie de marché*. Flammarion
- Kern, Bruno (2010) „Die Wahrheit ist dem Menschen zumutbar“ (Ingeborg Bachmann) – *Energiewende zwischen infantilen Phantasien und Ernüchterung*. Disponible en ligne sur www.oekosozialismus.net.
- Krugman, Paul (2006) « The Big Disconnect », dans *International Herald Tribune*, 2. 9. 2006.
- Krugman, Paul (2010) « The Third Depression », dans *The New York Times* (reproduit dans *Süddeutsche Zeitung*).
- Leonhardt, David (2010) « Nations Cut Back, and Shadow of the 1930s Looms », dans *The New York Times* (reproduit dans *Süddeutsche Zeitung*, 12. 7. 2010).
- Luce, Edward & Guha, Krishna (2006) « Summers and Rubin to Highlight Lagging Wages », dans *Financial Times*, 25. 7. 2006.
- Marx, Karl & Engels, Frederick (1976) *Selected Works* (in 3 Volumes) Vol. 3. Moscou : Progress Publishers.
- Marx, Karl (1867) *Le Capital*.
- Meek, Ronald L. (éd.) (1971) *Marx and Engels on the Population Bomb*, Berkeley.
- OECD (2000/2) *Perspectives économiques de l'OCDE*. Paris : OECD.
- OECD (2004/2) *Perspectives économiques de l'OCDE*. Paris : OECD.
- Sarkar, Saral (2010) *Die Krisen des Kapitalismus – eine andere Studie der politischen Ökonomie*. Neu-Ulm : AG SPAK Bücher.
- Sarkar, Saral (2011) *Die nachhaltige Gesellschaft – eine kritische Analyse der Systemalternativen*. Stuttgart : VHS
- Schoepp, Sebastian (2010) « Spaniens heißester Sommer », dans *Süddeutsche Zeitung*, 1. 7. 2010.
- Süddeutsche Zeitung* (divers numéros).
- Sweezy, Paul M. (1942/1959) *Theorie der kapitalistischen Entwicklung – eine analytische Studie über die Prinzipien der Marxschen Sozialökonomie*. Köln : Bund-Verlag.
- Thomas Jr. Landon (2010) « Economic Pessimists Gain Cachet », dans *New York Times*, 9. 8. 2010. 22
- Wagner, Wieland (2010) « Brüchige Basis », dans *Der Spiegel*, n° 31, 2. 8. 2010.
- Wall Street Journal* (divers numéros).